

Contractualisation d'un(e) d'un Expert(e) National(e) Formateur
En étude et évaluation de projets d'investissement
Pour le renforcement des capacités des membres des comités techniques du projet

Lieu :	Gouvernorat de Médenine, Tataouine, de Tozeur et Kébili avec une présence occasionnelle au bureau du PNUD à Tunis
Type de contrat :	Individual Contract
Langues requises :	Français et Arabe
Date de début de mission :	20/07/2015
Nombre de jours :	15 jours

I. Description du projet :

Le PNUD a lancé en avril 2016 le projet « **Renforcement de l'écosystème entrepreneurial dans le sud tunisien** ». Ce projet, financé par le gouvernement japonais, et mis en œuvre en partenariat avec l'Office de développement du Sud (ODS), l'Agence Nationale pour l'Emploi et le Travail Indépendant (ANETI) et la Banque Tunisienne de Solidarité (BTS), a comme objectif principal d'intervenir dans la région du sud de la Tunisie, à savoir dans les gouvernorats de Médenine, Tataouine, Tozeur et Kébili, afin de contribuer à la réduction du chômage et de renforcer le rôle des autorités et collectivités locales, comme les acteurs économiques locaux, dans la promotion de l'investissement privé et le renforcement de l'écosystème entrepreneurial, permettant, ainsi, la création d'emplois, pour les hommes et les femmes, dans le cadre d'un partenariat public-privé solide.

À travers sa première composante « **Amélioration des services d'appui et de financement de projets & des mécanismes de coordination des services aux entreprises** », le projet appuiera les acteurs publics clé de la région des gouvernorats cibles pour qu'ils acquièrent les connaissances nécessaires sur les secteurs économiques, essentiellement des TPE et PME, et les opportunités d'affaire et d'investissement dans la région d'intervention. Un mécanisme de coordination et d'appui au développement des entreprises sera établi entre les institutions publiques, privées et la société civile, dans le but d'assurer la durabilité et la pérennité des petites entreprises et PME, et d'offrir un service professionnel de soutien accessible, amélioré et plus efficace pour les jeunes hommes et femmes dans le développement des affaires.

II. Contexte du projet et de la mission :

Plusieurs programmes, publics – privés et de la coopération internationale, se sont focalisés sur l'auto-emploi et l'appui à des jeunes porteurs d'idées de projet, avec ou sans premières expériences professionnelles. Cette dynamique est aujourd'hui renforcée par de nouvelles décisions gouvernementales qui mettent en place de nouveaux mécanismes d'appui à l'entrepreneuriat, notamment dédiés aux diplômés de l'enseignement supérieur¹, ou élargissent le champ d'intervention de mécanismes existants, en travaillant sur la facilitation de l'accès au financement, notamment à travers la BTS, en prenant en charge l'autofinancement requis des promoteurs de projets, ou encore l'exemption de l'obligation de garanties (réelles ou personnelles). Toutefois, il est impératif de renforcer la coordination entre les différents acteurs, comme de faciliter l'orientation des promoteurs, afin de garantir l'efficacité de ces mécanismes et d'assurer une rapidité de mise en œuvre. Par ailleurs, l'appui à des projets de taille relativement significative [au-delà de 100 000 TND, ~50 000 USD], requiert une meilleure connaissance de cette typologie de projets, comme un appui technique spécifique au profit des promoteurs de projets.

¹ Discours du Président du gouvernement devant l'Assemblée des Représentants du Peuple en date du 28/01/2016. Correspondance du Ministère des finances à la BTS en date du 01/02/2016.

Pour l'ensemble de ces mécanismes et programmes, il est prévu un mode de gouvernance au niveau régional et national réunissant les différents acteurs qui est amené à être renforcé en vue de le rendre plus efficace et garantissant le maintien comme la création d'emplois. De plus, ces constats convergent avec la déclaration du dialogue national sur l'emploi² (mars 2016) qui prône parmi les mesures urgentes, sous la thématique de l'entrepreneuriat et la promotion des micro-projets, l'institution d'une structure unifiée supervisant le système de promotion de projets, dans tout son cycle de vie, corrélée à un système de « guichet unique régional » unifiant toutes les intervenants ; la mise en place de mécanismes d'appui et d'accompagnement aux PME en vue de stimuler la création d'emploi et le renforcement du cadre des avantages offerts aux promoteurs de projets. L'intervention du projet devra, ainsi, permettre, d'offrir un cadre de référence pour l'activation de cette feuille de route.

Dans ce sens, le projet du PNUD a réuni un partenariat impliquant l'Office de développement du sud (ODS), et notamment la direction de la promotion de l'investissement privé, l'Agence nationale pour l'emploi et le travail indépendant (ANETI), et notamment les Espace Entreprendre et Unité de promotion de la microentreprise, et la Banque tunisienne de solidarité (BTS), à travers ses agences régionales, en vue de renforcer les mécanismes de coordination entre les différents services d'appui et de financement des projets. De même, et en vue d'ancrer une approche participative et inclusive, des comités techniques multi-acteurs, représentant les institutions publiques, privées et organisations professionnelles, concernées par la promotion de l'investissement privé, ont été mis en place dans chaque gouvernorat d'intervention (Médenine, Tataouine, Kébili et Tozeur).

Les comités techniques, suivant leurs termes de référence sont appelés à piloter opérationnellement les activités d'appui technique et financier au profit des jeunes promoteurs d'idées de projet, comme au profit des entrepreneurs envisageant des projets d'extension de leurs entreprises. Les membres des comités techniques seront ainsi invités à évaluer des plans d'affaires soumis par les candidats et les candidates suite à la publication d'un appel à projets spécifiant les critères d'éligibilité et d'évaluation.

Dans ce cadre, le projet compte appuyer techniquement les membres des comités techniques pour l'appropriation d'une compréhension commune et l'adhésion à un référentiel commun en matière d'étude et d'évaluation des projets d'investissement.

En répondant à cet objectif, la mission proposée s'intègre dans le schéma d'intervention du projet qui vise **le renforcement de l'écosystème entrepreneurial**. Il devra se traduire en conséquence par

- 1) **Une offre d'un meilleur service d'appui aux promoteurs de projets et aux entrepreneurs**, en renforçant les capacités techniques des acteurs clés et en améliorant les aspects organisationnels et matériels de ces services ;
- 2) **Un mécanisme de coordination entre les divers intervenants fluidifiant les informations économiques et financières**, et renforçant la connaissance des besoins et potentiels économiques des TPE, PE et PME et l'identification des créneaux porteurs ;
- 3) **Un renforcement de l'implication des organisations professionnelles**, et notamment celles dédiées aux femmes entrepreneures, auprès des comités publics de concertation pour l'appui à l'entrepreneuriat, comme dans la mobilisation des entrepreneurs ;
- 4) **Une mobilisation des institutions universitaires pour la promotion de la culture entrepreneuriale auprès des jeunes ;**
- 5) **Une promotion de l'entrepreneuriat à travers les médias**, notamment régionaux, et une diffusion des bonnes pratiques pour la promotion de projets ;

² Les mesures urgentes (Dialogue national sur l'emploi sous le patronage de la Présidence du gouvernement, l'UGTT et l'UTICA), mars 2016.

- 6) **Une conception d'un schéma de financement qui soit adapté aux besoins des entrepreneurs** alliant un prêt sans intérêt, comme fonds d'amorçage rotatif au profit de la région [assimilé à un crédit revolving à taux « 0 »] et un financement bancaire de la part de la BTS ;
- 7) **Un renforcement des capacités techniques et organisationnelles des promoteurs et entrepreneurs** et un accompagnement post-crétion/développement des projets et
- 8) **L'intégration, en continue, des leçons apprises des dynamiques de promotion de l'entrepreneuriat dans la planification stratégique du développement économique des régions** en vue d'améliorer : le cadre réglementaire, l'infrastructure et la culture de l'entrepreneuriat.

Dans ce cadre et en vue d'appuyer spécifiquement le projet dans l'atteinte des points 1, 2, 6, 7 et 8, l'équipe du projet compte recruter **un(e) expert(e) national(e) formateur (formatrice)** pour renforcer les capacités techniques des membres des comités techniques en matière d'études et d'évaluation des projets d'investissement soumis, comme dans l'élaboration d'un référentiel commun d'études de projets.

III. Problématique & Développement :

Les comités techniques du projet sont constitués de membres issues d'institutions publiques généralistes d'appui aux jeunes promoteurs d'idées de projet et entrepreneurs (Office de développement du Sud, Espace Entreprendre, Centres d'affaires, etc.), d'institutions publiques sectorielles d'appui (API, APIA, CR Artisanat, CR Tourisme, etc.), d'institutions financières (BTS, BFPME), de pôles technologiques sectorielles, d'organisations professionnelles (UTICA, CONECT, UTAP, CNFCE, etc.), et d'autorités régionales (Gouvernorat et Municipalités).

Le niveau de compréhension et d'évaluation de projets d'investissement diffèrent, en conséquence, entre les différents intervenants entre des structures directement dédiées à l'appui aux promoteurs de projets et les structures indirectement dédiées à l'appui aux promoteurs de projets. De même, l'évaluation et l'étude de la faisabilité comme la rentabilité des projets diffèrent entre les structures sectorielles (agriculture, tourisme, artisanat, industrie, etc.) et les structures généralistes. Enfin des différences d'appréciation peuvent ressurgir entre les institutions publiques et les organisations professionnelles.

A travers cette mission, le projet compte appuyer les membres des comités techniques dans les aspects suivants :

- a) **Un référentiel commun dans l'étude du schéma d'investissement et de financement de projet** : apporter une information structurée et harmonisée sur la typologie de schémas de financement et d'investissement généralement admis pour les projets de création et/ou d'extension suivant les secteurs d'activités. Ce référentiel permettra d'outiller les membres du comité technique dans l'étude de la faisabilité financière du projet.
- b) **Un référentiel commun dans l'étude de la rentabilité des projets** : Sur la base de la typologie de secteurs d'activités et des règles d'étude de rentabilité (sur investissement, sur capital, sur exploitation), les membres des comités techniques seront outillés pour améliorer leur appréciation des plans d'affaires proposés.
- c) **Un référentiel commun dans l'appréciation des états prévisionnels** : sur la base des règles généralement admises pour l'élaboration des états prévisionnels (chiffres d'affaires et état de résultats prévisionnels), les membres des comités techniques seront outillés pour apprécier le bienfondé des états soumis par les candidats.

IV. Objectifs et résultats attendus de la consultation :

Le projet prévoit de contracter un(e) expert(e) national(e) formateur(trice) afin d'appuyer le projet dans :

- L'élaboration d'un module de formation sur l'étude et l'évaluation des projets d'investissement ;
- L'élaboration d'un canevas (ou maquette de calcul) sous excel, comme outil d'aide aux membres des comités techniques en vue d'évaluer les plans d'affaires.
- Assurer une session de formation au profit des membres des comités techniques d'au moins deux jours.

La mission mise en œuvre par l'expert(e), sous la supervision du conseiller technique principal du projet et l'étroite collaboration avec le coordonnateur régional du projet, devra aboutir aux résultats suivants :

- Les membres des comités techniques parviennent à une compréhension commune des normes de faisabilité financière et de rentabilité des projets d'investissement.
- Les membres des comités techniques améliorent leurs connaissances dans l'étude et l'évaluation des plans d'affaires.

A la suite de la mise en œuvre de la mission de renforcement des capacités techniques citée, l'expert(e) appuiera l'équipe du projet dans l'atteinte du résultat suivant :

- Les plans d'affaires des jeunes promoteurs et des entrepreneurs, candidats à l'appel à projets, seront étudiés suivant les règles généralement admises en matière de faisabilité financière et de rentabilité.

V. Tâches et responsabilités :

L'expert(e) contracté(e) sera sous la supervision du conseiller technique principal du projet « Renforcement de l'écosystème entrepreneurial dans le sud tunisien » et en étroite collaboration avec le Coordonnateur régional du projet.

L'expert(e) aura à :

- Mener une série d'entretiens avec les parties prenantes concernées afin de :
 - o Identifier les besoins et spécificités du contexte local, notamment avec les co-leaders du projet (PNUD, ODS, ANETI et BTS) pour adapter le module de formation.
 - o Coordonner avec les équipes concernées de la BTS en vue d'une harmonisation sur le canevas de plan d'affaires à utiliser.
- Mener une revue documentaire et une compilation des informations relatives aux modèles de plans d'affaires et de schémas d'investissement et de financement auprès des agences d'appui à l'investissement sectorielles et des banques.
- Concevoir et élaborer :
 - o Les modules de formation nécessaires détaillant les objectifs de chaque formation, l'agenda, les détails pédagogiques, méthodologiques et logistiques de chaque session ainsi que leurs plans, etc. Les méthodologies de chaque formation adoptée devront être participatives et privilégier l'interaction entre les formateurs et les participant(e)s, et entre les participant(e)s eux (elles)-mêmes ;
 - o L'ensemble des supports qui seront distribués durant la formation ;

- Les outils d'évaluation des formations.
- Intégrer les commentaires et les propositions de l'équipe du projet.
- Animer au moins deux sessions de formation de deux jours et demie par session à l'intention des membres des comités techniques (20 participants par session) et en utilisant le module de formation développé.
- Développer une note méthodologique et un canevas (feuille de calcul sous excel) à l'intention des membres des comités techniques en vue d'étudier les plans d'affaires des candidats.
- Réaliser une restitution finale à l'intention de l'équipe de projet et du comité technique avec une note d'orientation à l'intention de l'équipe de projet et du partenaire national sur la pérennisation de l'approche développée.

VI. Produits attendus :

1. Une feuille de route pour la mise en œuvre de la mission intégrant la méthodologie de l'approche, les résultats attendus des sessions de formation et/ou de travail, l'accompagnement prévu pour les accompagnateurs professionnels.
2. Le draft avancé des plans et des modules de formation rédigés (ceci comprend tous les supports de formation PowerPoint, documents d'appui, hand-outs, etc.)
3. Le canevas pour l'étude des plans d'affaires.
4. Un rapport sur les sessions de renforcement des capacités, comprenant entre autres une partie sur les leçons apprises et les recommandations.

VII. Durée de la consultation, échéancier et honoraires :

Intervention de l'expert(e) contracté(e) : la mission se déroulera en trois étapes pour un total jours/hommes de travail de 15 jours détaillés comme suit :

N°Etape	Etape	Total Jour/homme
1	Cadrage de la mission & feuille de route validés Conception des outils et des supports de formation	5
2	Mise en œuvre de la formation et du plan d'appui	7
3	Production du rapport final	3
	Total	15

Les jours de travail seront étalés sur une période allant du 20 juillet 2016 au 20 août 2016. La consultation inclut des jours de travail :

- à distance,
- dans les gouvernorats de Médenine, de Tataouine, de Kébili et de Tozeur, au moins pour 6 jours (pour les sessions de formation)

La consultation ne comprend pas les frais logistiques et organisationnels relatifs aux sessions de formation. Les frais d'hébergement et de déplacement lors des sessions de formation sont pris en charge.

Le paiement des honoraires interviendra en deux (02) tranches payables comme suit :

Délivrables	Nombre de jour/homme	Délai de réalisation	Termes de paiement
Cadrage de la mission & feuille de route validés Le draft avancé des plans, des modules de formation rédigés et le canevas d'étude des plans d'affaires développé	5	25/07/2016	30%
Un rapport sur les sessions de renforcement des capacités validé La note méthodologique pour la mise en œuvre de l'évaluation des plans d'affaires validée	10	20/08/2016	70%
Total	15		100%

VIII. Compétences et facteurs clés de succès :

Compétences organisationnelles :

- Faire preuve d'intégrité en incarnant les valeurs et l'éthique des Nations Unies ;
- Promouvoir la vision, la mission et les objectifs stratégiques du PNUD ;
- Faire preuve de sensibilité multiculturelle et savoir s'adapter au changement ;
- Faire preuve d'équité.

Compétences fonctionnelles :

- Connaissance approfondie des outils, méthodologies et modèles d'étude de rentabilité des plans d'affaires et de valorisation des entreprises ;
- Grand sens de responsabilités, grande capacité d'analyse ;
- Etre capable de conduire un plaidoyer et de donner des conseils.

IX. Aptitudes et compétences exigées :

Le (la) candidat(e) doit remplir les conditions suivantes :

- Diplôme universitaire en sciences économiques, sciences de gestion, finance d'entreprises, expertise comptable et autres diplômes assimilés ;
- Une expérience professionnelle confirmée d'au moins dix ans dans l'appui aux institutions de financement et d'investissement, de conseil et d'appui en corporate finance, ou en expertise comptable ;
- Au moins dix références dans la mise en œuvre de travaux d'étude de projet et d'analyse de prévisionnels d'entreprises ou de mission de conseil de même degrés de complexité avec ladite mission ;
- Au moins une expérience professionnelle au sein d'institutions financière (Banque, SICAR, fonds d'investissement et assimilés) ou au sein d'agences d'appui à l'investissement ou au sein de cabinet d'études, de conseil et d'expertise comptable ;
- Une expérience confirmée de conseil/mission d'appui à des organismes de financement et d'appui à l'investissement sera un atout.

X. Relations de travail :

- L'expert(e) contracté travaillera en étroite collaboration avec l'équipe du projet et les membres des comités techniques.
- Les produits de cette consultation seront labélisés PNUD. Ils sont la propriété exclusive du PNUD. L'expert(e) ne publiera ni ne fera publier, sous quelque forme que ce soit, les produits de cette mission sans en référer au PNUD.
- L'expert(e) sera seul(e) responsable de la qualité technique de ses travaux et de la réalisation dans les délais adéquats des tâches qui lui sont été assignées.

XI. Critères de sélection :

Les offres seront évaluées sur la base de la méthode de notation pondérée. L'attribution du contrat devrait être faite en fonction de l'évaluation des offres déterminée comme suit :

- a) Conformité aux critères et qualifications requises / acceptabilité
 - b) Obtention du meilleur score sur un ensemble prédéterminé de pondération des critères techniques et financiers spécifiques.
- Poids des critères techniques : 70%
- Poids des critères financiers : 30%

Seuls les candidats ayant obtenu un minimum de 70 points seront considérés pour l'évaluation financière.

XII. Grille d'évaluation de l'offre technique :

Critères	Poids	Point maxi
<u>Techniques</u>		
Critère A : Diplôme universitaire en sciences économiques, sciences de gestion, finance d'entreprises, expertise comptable et autres diplômes assimilés - Maîtrise.....8 points - Master et plus dans la spécialité10 points	10%	10
Critère B : Un minimum de 10 années d'expériences professionnelles confirmées dans l'appui aux institutions de financement et d'investissement, de conseil et d'appui en corporate finance, ou en expertise comptable 10 années.....10 points - Plus de 10 années et inférieur à 15 années.....20 points 15 années et plus.....25 points	25%	25
Critère C : Au moins 10 références dans la mise en œuvre de travaux d'étude de projet et d'analyse de prévisionnels d'entreprises ou de mission de conseil de même degré de complexité avec ladite mission 10 références.....15 points - Plus de 10 références et moins de 20 références.....20 points 20 références et plus.....30 points	30%	30
Critère D : Au moins une expérience professionnelle au sein d'institutions financière (Banque, SICAR, fonds d'investissement et assimilés) ou au sein d'agences d'appui à l'investissement ou au sein de cabinet d'études, de conseil et d'expertise comptable 1 référence.....5 points 2 références et plus.....10 points	10%	10
Critère E : Une expérience confirmée de conseil/mission d'appui à des organismes de financement et d'appui à l'investissement sera un atout 1 référence.....5 points 2 références et plus.....10 points	10%	10
Critère F : Méthodologie proposée pour la mise en œuvre de la mission	15%	15

TERMES DE RÉFÉRENCE

• Présentation d'une méthodologie satisfaisante.....	5 points		
• Présentation d'une méthodologie très satisfaisante.....	15 points		
Total		100%	100
Financier		30%	
Score Total (Score Technique *0.7 + Score Financier * 0.3)			

XIII. Dossier de candidature :

Les dossiers de candidature devront être constitués des pièces suivantes :

- Curriculum Vitae ou le formulaire P11 dûment rempli et signé ;
- Copies des attestations, des diplômes et des attestations de travail.
- Une lettre de motivation ;
- La méthodologie proposée pour la mission, avec un document d'au moins deux pages ;
- Une offre financière détaillée et exprimée en Dinars tunisiens, hors taxes. Elle doit inclure le montant des honoraires demandés pour la réalisation des prestations et livrables mentionnées ;

Les frais de mission se rapportant aux déplacements et à l'hébergement pendant les missions de terrain (3 jours, en dehors des frais d'hébergement et de déplacement lors des sessions de formation qui seront pris en charge par le projet), devront être inclus (séparément) dans l'offre financière

Modèle d'offre financière

Eléments	Prix U HT en TND	Nombre de jour	Total HT en TND
Honoraires :		15 jours	
Transport de Tunis à Médenine, Tataouine, Kébili et Tozeur			
Hébergement en PC		3 jours	
Total			